

## INTERGLOBAL

HONGRIE

# Auchan bétonne

Sergio Marx

**Aux abords du Danube, un marais reconnu jusqu'à peu réserve naturelle est tombée dans les mains d'Auchan. Écologistes et scientifiques luttent depuis plus d'un an pour que les institutions compétentes révisent leur décision.**

A Dunakeszi, une ville de la banlieue nord de Budapest, un marais caractéristique de la vallée du Danube subsiste malgré l'urbanisation croissante. Non loin d'autoroutes et de centres commerciaux, il abrite des espèces protégées nécessitant le fragile équilibre naturel qu'offrent les zones riches en tourbe. C'est aux abords de cet écosystème qu'Auchan avait ouvert en 2000 un hypermarché d'une surface de vente de 20.000 m<sup>2</sup>, son plus grand établissement au monde à cette époque. Depuis, l'Inspection des parcs nationaux, dépendant du Ministère de l'Environnement, a rayé les deux terrains adjacents, abritant le marais, de la liste des zones protégées.

En 2002, le propriétaire du terrain occidental cherche à vendre. Conscient qu'un terrain constructible est bien plus lucratif qu'une réserve protégée, il contacte Janós Vas, le directeur de l'Inspection des parcs nationaux. Celui-ci lui répond diligemment dans un courrier, que le terrain a été classé « par erreur » zone protégée, et adjoint son numéro de téléphone portable privé pour clarifier l'affaire. Quelques mois plus tard, en mars 2003, le terrain est constructible. Raison évoquée, l'Inspection aurait utilisé des plans peu précis pour localiser le marais et fait de faux relevés, le marais se trouverait dans la partie orientale, et non pas dans l'occidentale, celle qu'Auchan s'em-

presse d'acheter. Deux ans plus tard, elle est reclassée zone industrielle.

Le 22 juillet 2009, c'est le terrain oriental qui se voit retirer le statut de zone protégée après que l'Inspection des parcs nationaux a demandé à un spécialiste privé de statuer sur les caractéristiques du marais. Dans son avis, il juge que le marais Dunakeszi n'en est pas un, car manquant des attributs propres reconnus par la communauté scientifique. Auchan achète le terrain deux jours après la publication de l'avis.

C'est le branle-bas de combat chez les écologistes des environs, conscients des projets du géant français d'élargir ses activités, en collaboration avec Kika et Ikea, sur les terrains nouvellement acquis : un nouveau complexe commercial de 45.000 m<sup>2</sup> et un parking de 2.800 places doivent voir le jour. Pour les associations d'écologistes, la question centrale est alors de pousser les autorités à revenir sur leur décision et de reconnaître le marais comme tel. C'est le nerf de la guerre, car la législation hongroise prévoit la protection automatique de toute zone marécageuse. Le cas échéant, Auchan devrait oublier ses projets d'extension.

Les écologistes cherchent alors à faire pression sur l'Inspection des parcs naturels en mobilisant l'opinion publique. Ils organisent plusieurs manifestations devant l'hypermarché, appellent au boycott de la marque, certains activistes détournent le logo Auchan et distribuent de faux dépliants publicitaires vantant les mérites de soi-disant produits à base d'animaux vivants dans le marais : des soupes de tortue, des pâtés de grenouille. Auchan n'apprécie pas la plaisanterie et porte plainte. Mais

ça n'empêche pas les écologistes de continuer à diffuser avec ironie des images du désormais fameux « marais invisible » ou plutôt « marais que l'on ne veut pas voir ».

## Soupes de tortues et pâtés de grenouilles

Les associations ne sont pas seules dans leur combat. Des institutions soutiennent l'appel des écologistes. Le département de biologie de l'Académie nationale des sciences est l'une d'elles. Alors qu'elle s'abstient en général d'intervenir dans les débats publics, elle contredit les allégations de l'expert privé et confirme bien l'existence d'un marais sur les deux terrains. Elle insiste également sur l'importance des marécages dans la culture hongroise. Au-delà de la question écologique, c'est là qu'autrefois le peuple trouvait refuge en temps de guerre ou que les pauvres dégoutaient de quoi survivre en période de disette. Les faire disparaître ne serait pas seulement la perte d'un riche écosystème, mais également la perte d'une part de l'héritage historique hongrois. Et ces zones sont fortement menacées. Dans le pays, 96 pour cent des zones marécageuses ont disparu suite à la canalisation des cours d'eau et au développement de l'agriculture intensive. Seul un pour cent de ces marécages est encore intact. Le marais de Dunakeszi en fait partie.

Soutenus par la presse, dont les éditions locales du Monde Diplomatique et de National Geographic, ces arguments ont fait mouche et ont mené les autorités à accepter un nouvel examen des terrains. Entre-temps, Auchan s'y est vu interdire toute ac-

tivité jusqu'à publication d'un nouvel avis. Une décision qui ne fut malheureusement pas respectée. Fin septembre 2010, des ouvriers réalisent des opérations de taille plus que poussées sur des arbres du marais, certains sont dépouillés presque jusqu'aux racines. « Du simple élagage léger et de la tonte de pelouse », estime la porte-parole d'Auchan, Katalin Guillemot, « un habituel travail d'entretien ». Selon Marton Sarkadi, un acteur du mouvement écologiste présent lors des faits, les tronçonneuses utilisées n'étaient pas adaptées à un travail d'entretien, le but était de « s'attaquer à la valeur écologique du lieu avant la nouvelle inspection ». Les ouvriers semblaient pourtant persuadés de leur bon droit. « Ils prétendaient avoir obtenu les autorisations directement du maire. Ce qui a été invérifiable à la mairie. »

Pour Sarkadi, une « odeur de corruption » entoure l'affaire. « Tout

La semaine prochaine :

## Qui êtes-vous Monsieur Krieps ?

Le nouveau coordinateur général au ministère de la culture, Bob Krieps, vient d'entrer en fonction. Dans ces temps mouvementés qui n'épargnent pas le monde culturel, le woxx demandera au nouvel homme fort du ministère, quelles sont ses visions et projets.

Une forme de contestation originale :  
le détournement de publicités par  
les militant-e-s écologistes.

porte à croire qu'Auchan a orchestré l'affaire par le biais de ses sous-traitants et avec la complicité des autorités locales et environnementales. » Les documents révélés montrent clairement la connivence entre le premier propriétaire et les autorités de protection de l'environnement. « Il y a probablement eu des contacts entre Auchan et le propriétaire initial alors que le terrain était encore protégé. Il n'aurait pas cherché à lever la protection s'il n'avait pas eu vent d'un éventuel achat par Auchan ». Le court laps de temps entre les nouvelles décisions des autorités et la vente semble lui donner raison.

### Une odeur de corruption

Car finalement, tout le monde y trouve son compte. Auchan étend ses activités, les sous-traitants remplissent leurs carnets de commandes et les autorités locales développent leur ville. Une petite réserve écologique n'est pas grand chose face à de tels intérêts économiques.

Pour une municipalité comme Dunakeszi, l'implantation d'Auchan signifie beaucoup. Sarkadi l'admet : « De nombreux emplois ont été créés et si les activités s'étendent, cela signifie, au premier abord, plus d'emplois et plus d'entrées financières pour la municipalité ». C'est un moyen de re-

lancer l'activité dans cette ville d'environ 40.000 habitants dont la majorité va travailler à Budapest. « Pourtant, cela peut aussi détruire des emplois dans la ville. Notamment dans le secteur de l'alimentation au détail qui ne peut pas tenir tête à un géant comme Auchan. »

Les sous-traitants avec lesquels Auchan travaille en Hongrie se frottent aussi les mains. Kasib, en l'occurrence, un cabinet d'ingénieurs en génie civil avec qui la grande enseignne à planifié tous ses hypermarchés en Hongrie, signera un contrat en or si le projet se concrétise à Dunakeszi. Pour ce cabinet, il ne s'agira pas d'une première dans les activités douteuses, puisque c'est lui qui a construit, il y a deux ans, un autre hypermarché Auchan à Miskolc, dans le nord du pays, sur une zone inondable. L'établissement fut complètement submergé par les crues de l'été dernier.

Mais il est très probable qu'Auchan ne puisse pas réaliser ses plans et que les acteurs économiques soient frustrés. C'est du moins ce que pensent bon nombre d'écologistes. Peter Lenkei est l'un d'eux.

Appartenant au mouvement Leveg Munkacsoport (Groupe d'action pour un air pur), il est à l'origine des révélations des contacts entre l'Inspection des parcs naturels et le propriétaire initial du terrain. Relati-



vement optimiste, il considère qu'Auchan a fait un mauvais calcul et n'aura pas gain de cause, mais il évoque aussi les suites de l'affaire : « Auchan a probablement cru pouvoir impunément faire pencher la balance en sa faveur. Malheureusement pour l'entreprise, la société civile a réagi. Les élections législatives d'avril ont changé la donne à l'Inspection des parcs naturels et nous pourrions gagner. Néanmoins, la question des conséquences économiques, une fois le terrain reconnu inconstructible, reste ouverte. » Les procédures ne sont toujours pas parvenues à terme, mais si jamais le marais doit être réhabilité, Auchan se retrouvera avec un terrain acheté à grand prix mais économique-

ment inutile. Le géant pourrait alors exiger des dommages et intérêts aux institutions ayant délivré le permis de construire, ce qui coûterait très cher à l'Etat. Une demi-victoire pour la société civile, car bien que le marais serait sauvé, seule une nouvelle enquête confirmerait les soupçons de corruption. Sans elle, Auchan pourrait s'en tirer blanc comme neige.

Sergio Marx est collaborateur du woxx et vit à Berlin.

